

## TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES !

Une nouvelle fois, de Gaulle nous convie à un référendum-plébiscite. La manœuvre est claire et ne doit pas échapper à aucun travailleur. De Gaulle porté au pouvoir par le 13 Mai, par les tenants de « l'Algérie française », vient d'enregistrer une des plus sévères défaites que l'impérialisme ait jamais subie.

Le pouvoir qui nous parlait de « la France de Dunkerque à Tamanrasset » est contraint de reconnaître dans les accords du cessez-le-feu avec le G.P.R.A. le droit à l'indépendance du peuple algérien. Cette indépendance est une victoire de première grandeur de la Révolution algérienne que rien n'a pu réduire, ni les bombardements au napalm, ni les déportations de populations, ni les emprisonnements, ni les tortures ! Cette victoire du peuple algérien qui affaiblit le système d'exploitation du capitalisme français est aussi, par conséquent, une victoire pour le prolétariat français.

De même que les ouvriers d'une entreprise se réjouissent, se félicitent et profitent des succès obtenus par d'autres ouvriers dans une entreprise voisine sur leur ennemi commun, le capitaliste, nous avons la possibilité d'utiliser l'affaiblissement de notre impérialisme pour lui porter de nouveaux coups et faire avancer nos propres revendications.

De Gaulle sait cela. Et cette possibilité qui nous est offerte par la lutte du peuple algérien, il doit empêcher qu'on la saisisse.

De là son référendum-plébiscite. Ayant fait la guerre au peuple algérien encore plus longtemps que les précédents gouvernements de la défunte IV<sup>e</sup> République, il cherche aujourd'hui à nous faire croire que la paix est son œuvre. Comme si la volonté de paix en Algérie des masses françaises ne s'était pas encore fait entendre. N'est-ce pas la grève générale qui, le 24 avril 1961, a vaincu le putsch des généraux ex-supporters de De Gaulle ? N'était-ce pas un « oui » suffisamment éloquent ?

### NE PAS REDORER LE BLASON

Le « oui » que nous sommes appelés à prononcer n'est pas un « oui » à la paix en Algérie qui a été acquise par la puissance du peuple algérien, mais c'est une manœuvre

#### PERMANENCE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

#### « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu - Paris-2<sup>e</sup>

RIC. 03-52 et la suite

Métro Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

Le samedi, tout l'après-midi

#### « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

#### Abonnements

1 an .....	10 NF
Sous pli fermé ..	12 NF
De soutien .....	15 NF

pour redorer le blason du général-président ! Le pouvoir gailliste tente ainsi de nous entraîner dans une « Union Nationale » factice dont il tirera les ficelles. A la faveur de ce plébiscite, il tente de nous faire oublier sa véritable politique que nous avons supportée depuis quatre ans : l'abaissement du pouvoir d'achat, les licenciements à Decazeville et d'ailleurs, et sa complaisance à l'égard des fascistes de l'O.A.S. qui a permis le développement dangereux de cette organisation.

En fait, présenté comme un « oui » au cessez-le-feu, le « oui » qu'on nous demande de prononcer sera considéré comme un aval de toute la politique du pouvoir. De Gaulle ajoute même qu'il le prendra pour un « oui » à sa personne !

Le mouvement ouvrier doit s'y refuser.

La classe ouvrière ne peut accepter le système bonapartiste du régime plébiscitaire, faux-sembant de démocratie qui pose toujours les questions de telle manière que la majorité est trompée et répond affirmativement à une politique contraire à ses intérêts.

En l'occurrence, de Gaulle a déjà montré son visage à maintes reprises et on doit le dénoncer tel qu'il est. Son paternalisme sait prendre à l'occasion les formes les plus sanglantes, comme on a pu le constater avec le répression de la manifestation du 8 février.

A peine les tombes des victimes du 8 février sont-elles refermées qu'on nous demande de les oublier. Non !

La classe ouvrière doit repousser les ruses de sa bourgeoisie.

Le mouvement ouvrier doit proposer clairement aux larges masses les solutions qu'il préconise. Il doit proposer sa propre politique de classe et rejeter les équivoques.

C'est pourquoi le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) s'adressant le 20 mars aux grandes organisations ouvrières leur demandait de constituer un front unique contre le référendum-plébiscite pour qu'elles organisent le 8 avril un vote massif de la classe ouvrière sur ses propres mots d'ordre en mettant dans les urnes un bulletin contre l'O.A.S., contre le pouvoir gailliste, pour la libération des révolutionnaires algériens et de ceux qui les ont aidé pour l'indépendance de l'Algérie sans bases militaires françaises.

Cette proposition n'ayant pas été retenue par les partis traditionnels de la classe ouvrière (1), qui font, une fois de plus, la démonstration qu'ils n'ont en vue que des objectifs parlementaires (en l'occurrence dans un Parlement-croupion) et non les buts révolutionnaires du prolétariat, nous appelons cependant tous les travailleurs à voter suivant notre proposition, c'est-à-dire en déposant dans les urnes le bulletin suivant :

A découper :

OUI à l'indépendance de l'Algérie

Libération de tous les révolutionnaires algériens

Amnistie aux Français qui les ont aidés

NON à l'O.A.S. !

NON au pouvoir gailliste !

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

64, rue de Richelieu, Paris-II<sup>e</sup>